

Avec le soutien de :



European Environment
and Health Initiative



COLLOQUE

Paris

9 juin 2016

Palais du Luxembourg

9h – 18h

Halte à la contamination chimique des femmes enceintes et des bébés !



Mobiliser
les pouvoirs publics,
les professionnels
de la périnatalité
et la société civile
pour la prévention



Halte à la contamination chimique des femmes enceintes et des bébés !

Mobiliser les pouvoirs publics, les professionnels de la périnatalité
et la société civile pour la prévention

9 juin 2016

9h – 18h

Palais du Luxembourg

Salle Clémenceau



European Environment
and Health Initiative

Avec le soutien de :

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer
European Environment and Health Initiative
Madame la Sénatrice Aline Archimbaud
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les
hommes et les femmes du Sénat

Comité d'organisation WECF France :

Elisabeth Ruffinengo, responsable plaidoyer et chef de projets santé-
environnement
Marie-Jeanne Husset, membre du comité d'experts et conseil
d'administration
Dominique Guizien, membre du conseil d'administration
Zoé Sebire, stagiaire

Interprètes :

Pascale Fougère
Annelies Fryberger

Attaché de presse :

Michael Luzé

Visuel et graphisme :

Véronique Grassinger, www.vgdesign.info

« La FIGO demande aux médecins de plaider pour des politiques qui protègent les patients et les communautés des dangers liés aux expositions involontaires aux produits chimiques toxiques. »

Jeanne A. Conry, MD, PhD, anc. présidente de l'American Congress of Obstetricians and Gynecologists



COLLOQUE

Introduction

Colloque international

« Halte à la contamination chimique des femmes enceintes et des bébés ! »

L'association WECF France* organise le 9 juin 2016, à Paris, un colloque international dont l'objectif est de dénoncer les dangers particuliers pour la santé des bébés et des femmes enceintes de la pollution chimique.

A l'occasion de cet événement, WECF entend mobiliser les professionnels de la périnatalité, les pouvoirs publics et la société civile, autour de cette grande cause de santé publique.

Ce colloque vise à relayer l'Appel qu'a lancé la Fédération Internationale des Gynécologues Obstétriciens (FIGO) en octobre 2015, lors de son Congrès, à Vancouver, s'alarmant des conséquences de la contamination des bébés et femmes enceintes par des substances chimiques.

Dès avant la naissance, les enfants sont exposés à de multiples contaminants chimiques dont les perturbateurs endocriniens. Ces molécules sont présentes dans de nombreux produits courants (emballages, pesticides, cosmétiques, revêtements chimiques, produits d'entretien, etc.).

Scientifiques et professionnels de santé constatent aujourd'hui l'augmentation alarmante des maladies liées à cette exposition périnatale (fausses couches, pertes fœtales, troubles de la croissance fœtale, malformations congénitales, troubles ou déficits des fonctions cognitives et du neuro-développement, cancer, maladies respiratoires, obésité, etc.).

La matinée du colloque sera consacrée au constat scientifique basé sur la présentation des conclusions de nombreux intervenants internationaux, gynécologues, obstétriciens, chercheurs. L'après-midi, deux tables rondes développeront les outils et politiques nécessaires pour faire face à l'exposition périnatale à des polluants chimiques.

WECF France demande la mise en œuvre de politiques efficaces de prévention face à l'exposition généralisée des femmes enceintes et nouveaux nés aux polluants chimiques, notamment en faisant de la santé environnementale une partie intégrante des politiques publiques de santé publique et des pratiques de soins.

Ce colloque a lieu au Sénat et reçoit notamment le soutien du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Programme complet : <http://www.wecf.eu/francais/download/Programme-ColloqueWECF9juin2016.pdf>

Attention, le nombre de places étant limité, merci de vous accréditer rapidement en ligne à l'adresse suivante : <https://www.eventbrite.fr/e/inscription-halte-a-la-contamination-chimique-des-femmes-enceintes-et-des-bebes-25168332159>

Contact :

Michael Luzé, Relations presse

Tél. : 06 63 63 40 08



WECF France

* WECF France est l'antenne française du réseau international *Women in Europe for a Common Future*, réseau de 150 organisations féminines et environnementales qui porte la voix des femmes pour une transition écologique. Nous agissons dans quatre domaines : eau et assainissement, agriculture durable, énergie et changement climatique et produits chimiques et santé. Les projets que nous menons en partenariat avec nos membres apportent des solutions sûres et écologiques à des problèmes locaux. Notre travail de plaidoyer porte le témoignage des femmes auprès des décideurs politiques aux niveaux national, européen et international. WECF est partenaire officiel du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. WECF France, créée en 2008, a développé à l'échelle nationale des programmes de sensibilisation et d'information en santé environnementale *Nesting* et *Ma Maison Ma Santé*. En 2013 WECF a participé à la création de la structure IFSEN (Institut de Formation en Santé Environnementale). WECF France met également en œuvre des projets locaux pour l'agriculture durable de proximité sur le bassin lémanique, développe des actions pour appuyer l'activité de femmes en milieu rural en Arménie et anime depuis janvier 2014 le réseau Genre et Développement de Rhône-Alpes.

www.wecf.eu/francais

www.projetnesting.fr

www.mamaisonmasante.fr

www.wecf.eu

Programme

Session 1, 8h30 - 11h15

8h30	<i>Accueil des participants</i>
9h00	<i>Discours d'ouverture</i> Ségolène Royal , Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
9h30	<i>Introduction</i> Anne Barre , Co-présidente WECF France
9h45 – 11h	Session 1 : L'appel de la FIGO : cri d'alarme des gynécologues-obstétriciens sur l'impact des polluants environnementaux sur la santé Président : Gérard Bapt, Député de Haute-Garonne, Président du Groupe Santé Environnement du Plan National Santé Environnement (PNSE) <i>L'appel de la FIGO : des praticiens alertent sur les impacts des pollutions chimiques sur la santé</i>, Jeanne Conry, MD, PhD, Médecin-chef adjoint, North Valley, Kaiser Permanente, anc. présidente du Congrès Américain des Gynécologues Obstétriciens, Co-présidente du groupe de travail de la Fédération Internationale de Gynécologie Obstétrique (FIGO) sur la santé développementale reproductive et environnementale <i>Prévenir les expositions aux substances chimiques toxiques: de la sensibilisation à l'action</i>, Patrice Sutton, MPH, Responsable des programmes académiques, Programme de Santé Reproductive et de l'Environnement (PRHE), Université de Californie, San Francisco <i>Endométriose : aspects épidémiologiques et facteurs environnementaux</i>, Pr Philippe Descamps, MD, Gynécologue-obstétricien, CHU d'Angers, membre du Collège National des Gynécologues et Obstétriciens Français (CNGOF) et représentant auprès de la FIGO
11h – 11h15	<i>Echanges avec la salle</i>

Programme

Session 2, 11h15 – 12h45

11h15 – 12h30	Session 2 : Quelles expositions environnementales pour quels effets sur la santé : le constat scientifique Président : Jean-Louis Roumégas, Député de l'Hérault, co-président du groupe d'études « Santé environnementale » de l'Assemblée nationale Travaux d'expertise sur les perturbateurs endocriniens : le travail de l'Anses, Jean-Nicolas Ormsby, Directeur adjoint chargé de la santé environnement, Direction de l'évaluation des risques, Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) Exposition aux mélanges de substances chimiques durant la grossesse et effets sur la santé du nouveau-né, Prof. Dr. Ibrahim Chahoud, Institut de Pharmacologie clinique et de Toxicologie, Hopital Universtitaire de la Charité de Berlin Exposition humaine aux filtres UV perturbateurs endocriniens, Anna-Maria Andersson, MSc, PhD, Département de santé reproductive, Rigshospitalet, Copenhague
12h30 – 12h45	Echanges avec la salle
12h45 – 14h	Pause déjeuner – Buffet salle René Coty

Programme

Tables rondes, 14h – 17h30

14h – 15h30	Ouverture : Corinne Bouchoux, Sénatrice de Maine-et-Loire, Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes Table ronde 1 - La mobilisation sur le terrain : dimension essentielle pour la prévention des expositions aux polluants Modération : Dominique Guizien, membre du Conseil d'administration de WECF France Pr Robert Gould, MD, Professeur Adjoint Associé au Département d'Obstétrique, Gynécologie et Sciences reproductives, Ecole de médecine de l'Université de Californie, San Francisco, membre de Physicians for Social Responsibility (PSR) Dr Pascale Mirakian, Endocrinologue-gynécologue, Hôpital privé Natecia, Lyon Sylvie Drugeon, Responsable santé environnement de la délégation de Paris, Agence Régionale de Santé Ile-de-France Sylvie Joviado, Directrice du Comité pour le Développement Durable en Santé (C2DS) Delphine Dubos, Sage-femme, Clinique Belledonne, Grenoble Pr André Picot, Toxicologue chimiste, Directeur de Recherche honoraire au CNRS et Professeur d'Université, créateur et ancien directeur de l'Unité de prévention du Risque chimique au CNRS, président de l'Association Toxicologie Chimie (ATC)
15h30 – 15h45	Echanges avec la salle
15h45 – 17h15	Table ronde 2 : Quels outils et politiques pour prévenir l'exposition périnatale à des polluants chimiques ? Modération : Marie-Jeanne Husset, Membre du Conseil d'administration et du Comité d'experts de WECF France Genon K. Jensen, Directrice et fondatrice de Health & Environnement Alliance (HEAL) Catherine Bassani-Pillot, Conseillère municipale déléguée à la Santé environnementale, Mairie de Nantes, Réseau européen villes-santé OMS Caroline Paul, Cheffe du bureau de l'environnement extérieur et des produits chimiques, Direction Générale de la Santé, Ministère de la Santé et des Affaires sociales Catherine Mir, Cheffe de la sous-direction santé-environnement, produits chimiques et agriculture, Direction générale de la prévention des risques, Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer Aline Archimbaud, Sénatrice de Seine Saint-Denis Estelle Kleffert, Directrice de Générations Cobayes
17h15 – 17h30	Echanges avec la salle
17h30	Conclusion Véronique Moreira, Co-présidente de WECF France

« Devant l'accumulation de preuves des effets néfastes sur la santé des substances chimiques toxiques, y compris des effets transgénérationnels, la FIGO a émis une série de recommandations pour réduire l'impact de ces substances chimiques sur les patients et les communautés. »

Professor Sir Sabaratnam Arulkumaran, MD, Président de la British Medical Association, Anc. président de l' International Federation of Gynecology and Obstetrics (FIGO)



INTERVENANTS



Anne Barre

Fondatrice et Co-présidente de WECF France

Biographie

Diplômée en management international, Anne Barre a travaillé dans la communication et la stratégie d'entreprise, avant de s'engager il y a 11 ans pour l'écologie et la santé environnementale. Fondatrice et Co-présidente de l'antenne française de *Women in Europe for a Common Future* (WECF), elle a acquis la conviction que les femmes sont des actrices fondamentales du développement durable. Avec WECF elle a développé en France un programme de prévention en santé environnementale aujourd'hui reconnu sur le plan national : les ateliers Nesting et Ma Maison Ma Santé, dont l'objectif est de sensibiliser le grand public à la qualité de l'air intérieur, en l'accompagnant vers un changement de comportement. A l'échelle régionale, elle est également à l'origine de la création du Collectif pour une agriculture durable de proximité sur le bassin lémanique, qui s'implique dans la promotion d'une agriculture et alimentation saines, locales et durables.



Gérard Bapt

Député de Haute-Garonne, Président du Groupe Santé Environnement (GSE) du Plan National Santé Environnement (PNSE)

Biographie

Gérard Bapt est député de la 2^{ème} circonscription de la Haute-Garonne et médecin-cardiologue de formation. Il est membre de la commission des affaires sociales à l'Assemblée Nationale, membre du Conseil d'Administration de l'ANSM et Président du Conseil de Surveillance du fonds CMU-C. Il est Rapporteur de la Branche Recettes et Equilibre Général du projet de loi de financement de la sécurité sociale (pour 2013, 2014, 2015 et 2016). Il préside le groupe d'études parlementaire Santé et Numérique, est membre des groupes Alimentation et Santé et Santé environnementale. Il occupe également la présidence du groupe santé environnement (GSE) dans le cadre du Plan National Santé Environnement (PNSE).



Jeanne Conry, MD, PhD

Médecin-chef adjoint, Centre hospitalier de North Valley Kaiser Permanente, membre et anc. présidente du Congrès Américain des Gynécologues Obstétriciens (ACOG), Co-présidente du groupe de travail de la Fédération Internationale de Gynécologie Obstétrique (FIGO) sur la santé développementale reproductive et environnementale

Biographie

Jeanne Conry a été présidente du Congrès Américain des Gynécologues Obstétriciens (ACOG), organisation regroupant plus de 57 000 praticiens obstétriciens et gynécologues. Elle a activement soutenu le développement de directives et la politique nationale en faveur de la santé reproductive et environnement. Elle a particulièrement travaillé sur l'Initiative Nationale pour la Santé Maternelle, un projet complet et collaboratif centré sur l'amélioration de la santé maternelle. Elle a également œuvré pour la qualité et la sécurité des soins dans les maternités et pour l'amélioration des normes et des solutions en obstétrique à risque élevé. Elle a supervisé le *Well Woman Task Force*, un mouvement regroupant des organisations qui assurent des soins de santé pour les femmes.

Elle a été présidente de l'ACOG-Californie, où elle a supervisé le *Interconception Care Project*, une Marche permettant de lever des fonds pour aider l'ACOG à améliorer les soins en préconception en Californie,

et un projet pour réduire les accouchements programmés avant 39 semaines. Elle est actuellement membre du *Select Panel on Preconception Care* des *Centers for Disease Control and Prevention* et ancienne présidente du *Preconception Health Council* de Californie. En 2012, le Dr Conry a reçu le Prix de réalisation environnementale de l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) des Etats-Unis, pour son travail en santé reproductive et environnement. En 2013, elle s'est vue décerner le *Visionary Leadership Award* du Programme de Santé Reproductive et de l'Environnement de l'Université de Californie pour son leadership visionnaire pour améliorer la santé reproductive par la prévention des expositions environnementales dangereuses. En 2014, le Congrès américain a reconnu ses actions en faveur de la santé des femmes et a recommandé son inscription dans les Annales du Congrès. En 2015, le Dr Conry a joué un rôle déterminant dans l'adoption par la Fédération Internationale des Gynécologie-Obstétrique (FIGO) d'une politique en faveur de la santé reproductive et environnementale. Elle est aujourd'hui co-présidente du groupe de travail de la FIGO sur la Santé développementale, reproductive et environnementale.

Le Dr Conry est gynécologue obstétricienne praticienne depuis 26 ans au sein du Centre hospitalier Kaiser Permanente de Sacramento, dans la région de Roseville, où elle exerce actuellement comme médecin-chef adjoint. Elle y a créé le *Women and Children's Center*, le plus grand service de soins obstétriques de la région. Elle est diplômée de médecine de l'Université de Californie, et titulaire d'un doctorat en biologie de l'Université du Colorado. Elle est Professeur Associée en médecine clinique à l'Université de Californie de Davis.



Patrice Sutton, MPH

Responsable des programmes académiques, Programme de Santé Reproductive et de l'Environnement (PRHE), Université de Californie, San Francisco

Biographie

Patrice Sutton est titulaire d'un master en santé publique, et chercheuse au sein du Programme de Santé Reproductive et de l'Environnement (PRHE) de l'Université de Californie, San Francisco (UCSF). Elle a 27 ans d'expérience en recherche en santé au travail et santé environnementale, hygiène industrielle, pratique de santé publique, élaboration de politiques et plaidoyer à l'échelle des communautés. Elle est coordinatrice des programmes académiques et en charge du *Community Outreach and Translation Core*. Elle y est responsable de l'exploitation des recherches du Centre pour enfants dédié à l'exposition aux contaminants environnementaux pendant la grossesse (PEEC), et de leur application dans les domaines clinique et politique. Au cours des six dernières années, Patrice Sutton a dirigé et développé des partenariats avec l'Alliance pour l'Usage de la Science en Prévention (FASTEP), un groupe pluridisciplinaire qui agit dans les domaines de la médecine reproductive, professionnelle, environnementale et pédiatrique, la santé publique et la toxicologie. Cette instance réunit des représentants d'organismes académiques, gouvernementaux et non-gouvernementaux. Elle a également travaillé avec le *Navigation Guide Work Group* qui a élaboré une méthodologie basée sur la preuve afin de combler le fossé entre la science en santé environnementale et la médecine clinique. Patrice Sutton a travaillé pour le département de la santé de Californie où elle a exercé des responsabilités en matière de recherche dans divers domaines, comme l'empoisonnement au plomb, la tuberculose, l'asthme, et les pathologies liées aux pesticides. Elle collabore de longue date avec des populations de travailleurs, des communautés directement impactées, des organisations gouvernementales et non gouvernementales afin de développer des stratégies

de recherche et des recommandations politiques pour prévenir les expositions environnementales néfastes. Elle est l'auteur de plus de 60 articles scientifiques dans des revues à comité de lecture, contributions à des ouvrages et rapports gouvernementaux techniques.

Résumé de l'intervention

Prévenir l'exposition à des substances chimiques toxiques: de la sensibilisation à l'action

Les groupements de professionnels de la santé reproductive aux Etats-Unis et dans le monde considèrent aujourd'hui la prévention des expositions à des substances chimiques toxiques comme l'un de *leurs* problèmes. La Fédération Internationale de Gynécologie Obstétrique (FIGO) a officiellement reconnu que les données scientifiques établissant un lien entre l'exposition à des substances chimiques toxiques et certaines pathologies doivent influencer les pratiques de santé reproductive, a lancé un Appel en ce sens et également établi un groupe de travail pour mener à bien son plan d'action.

Cette présentation décrit l'engagement des professionnels de santé en santé environnementale, et la stratégie du Programme de Santé Reproductive et de l'Environnement (PRHE) de l'Université de Californie, San Francisco pour favoriser l'engagement des professionnels de santé reproductive dans la prévention des expositions aux substances chimiques toxiques. Elle présente des actions que des gynécologues, obstétriciens et autres professionnels de santé reproductive peuvent mener et mènent déjà dans le cadre des quatre recommandations émises par la FIGO en octobre 2015. Enfin, sont abordés les défis et opportunités de la traduction des données scientifiques en actions de prévention, en particulier la nécessité de passer d'« appréciations d'experts » de la littérature scientifique à des méthodes systématiques et transparentes d'intégration des données qui reflètent les méthodes des sciences cliniques et impacter des milliards de dollars de dépenses de santé. Pour résumer, les professionnels de la santé reproductive passent de « la sensibilisation » du patient à « l'action centrée sur le patient » en matière de menaces environnementales pour la reproduction et le développement. Cette méthode offre une excellente opportunité de préserver la santé de nos familles et de nos communautés, aujourd'hui et pour les générations futures. En outre, développer des méthodes transparentes et non biaisées de synthèse des données sur les liens entre santé et environnement va permettre de soutenir des décisions basées sur des preuves scientifiques : il sera alors possible de garantir des grossesses en bonne santé et d'assurer la santé des enfants d'aujourd'hui et des générations futures.



Pr Philippe Descamps, MD

Gynécologue-obstétricien, CHU d'Angers, membre du Collège National des Gynécologues et Obstétriciens Français (CNGOF) et représentant auprès de la FIGO

Biographie

Le professeur Philippe Descamps est gynécologue-obstétricien, chef du Pôle Femme-Mère-Enfant au CHU d'Angers. Depuis 2015 il est membre du bureau exécutif et représentant de la France auprès de la FIGO. Après avoir été interne au CHU de Tours de 1983 à 1989, il est nommé Chef de Clinique-Assistant des hôpitaux pour 4 ans, puis praticien hospitalier jusqu'en 1996 où il est muté au CHU d'Angers. Ses activités cliniques et de recherche portent sur la chirurgie gynécologique et l'endométriose. Philippe Descamps est également rédacteur en chef de « La lettre du Gynécologue », membre du CNGOF (Collège National des Gynécologues-Obstétriciens Français), où il est responsable des relations internationales, et vice-président de la SCGP (Société de Chirurgie Gynécologique et Pelvienne). En 2015, il a été élu représentant du CNGOF auprès de la FIGO. Il est l'auteur de plus de 350 publications, en français et en anglais, et a participé à la rédaction de 32 livres de gynécologie obstétrique (15 en qualité d'auteur principal et 17 en qualité de rédacteur de chapitre). Parmi ses nombreuses publications, le livre *Docteur, j'ai encore une question* est sorti cette année aux Editions Larousse.



Jean-Louis Roumégas

Député de l'Hérault, co-président du groupe d'études « Santé environnementale » de l'Assemblée nationale

Biographie

Jean-Louis Roumégas est co-président du groupe d'études « Santé environnementale » et Président fondateur du groupe d'études contre l'ingérence de l'industrie du tabac à l'Assemblée nationale. Enseignant de formation, il est président du Groupe Ecologiste de Montpellier de 2001 à 2014, adjoint à la Ville Durable au Conseil Municipal de Montpellier de 2001 à 2008 et Porte-parole national des Verts puis d'EELV de 2008 à 2011. Il a organisé à l'Assemblée nationale des colloques sur les sujets suivants : les pesticides, l'aluminium vaccinal, le mercure dentaire, les nouvelles maladies émergentes, la phagothérapie, les perturbateurs endocriniens. En tant que Commissaire aux Affaires sociales, il a été rapporteur pour la loi sur « l'Indépendance de l'Expertise en matière de santé environnement et protection des lanceurs d'alerte » en janvier 2013, défendu la loi « visant à la

suspension de la fabrication, de l'importation, de l'exportation et de la mise sur le marché de tout conditionnement à vocation alimentaire contenant du bisphénol A », est à l'origine de la proposition de loi de l'Action de groupe « santé environnement » déposée le 14 janvier 2014. Il est auteur et rapporteur de la Proposition de loi dite « DETOX » visant à « intégrer le principe de substitution au régime juridique des produits chimiques », votée en janvier 2016. En tant que Commissaire aux Affaires européennes, il a initié et présenté le Rapport national sur la stratégie européenne en matière de perturbateurs endocriniens « l'urgence d'agir » en février 2014 ainsi que le rapport d'information « Mieux préserver les jeunes enfants des expositions aux perturbateurs endocriniens » en avril 2014 et la Proposition de Résolution européenne « La présence de Bisphénol A dans les jouets et de parabènes dans les produits d'hygiène destinés aux jeunes enfants » en avril 2014. Il est Co-rapporteur de la « Mission d'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pollution de l'air ».



Jean-Nicolas Ormsby, MD, MPH

Directeur adjoint chargé de la santé environnement, Direction de l'évaluation des risques, Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)

Biographie

Jean Nicolas ORMSBY est depuis 2010 Directeur adjoint, chargé de la santé Environnement, à la Direction de l'évaluation des risques (DER) à l'Anses. Médecin de santé Publique, diplômé de l'université Paris VI, il a exercé dans plusieurs institutions publiques en France et au niveau européen (OMS-Europe, C.E.). Avant de rejoindre l'Anses, il a occupé la fonction de Directeur adjoint du Département santé environnement travail à l'Agence française de sécurité sanitaire Environnement Travail (Afsset).

Résumé de l'intervention

Travaux d'expertise sur les perturbateurs endocriniens : le travail de l'Anses

Au cours des dernières décennies, diverses études épidémiologiques ont attiré l'attention sur des effets éventuels sur les organes ou la fonction de reproduction de substances chimiques présentes dans l'environnement au sens large. La compréhension exacte du rôle joué par ces substances dites "perturbateurs endocriniens" (PE), leurs modalités d'action, comme la part attribuable de leurs effets dans l'augmentation de pathologies chroniques fait l'objet de controverses scientifiques et sociétales.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) réalise des travaux d'expertise en appui à la décision publique : évaluation des risques, appui scientifique et technique, veille scientifique sur les PE. Elle soutient par ailleurs des travaux de recherche via son Programme national de recherche en environnement-santé-travail (PNR-EST).

Depuis plusieurs années, les travaux sur les PE constituent un des axes forts du programme de travail de l'Anses, faisant écho aux priorités définies dans des plans nationaux, notamment le Plan national santé environnement, le Plan santé travail, la Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens.

En 2009, le ministère chargé de la santé a demandé à l'Anses d'évaluer les risques pour la santé des utilisateurs suite à une exposition à des substances suspectées PE et/ou R2 contenus dans des produits et articles de consommation destinés au grand public, prenant en compte notamment les populations vulnérables (femmes enceintes, enfants, travailleurs, etc.). Un travail d'envergure a ainsi été lancé portant sur une trentaine de substances chimiques de différentes familles : bisphénols, phtalates, perfluorés, composés bromés, etc. Plusieurs avis et rapports d'expertise ont ainsi été publiés et des outils méthodologiques ont été développés. A titre d'exemple, dans le cadre de l'expertise requise par le ministère chargé de la santé, les produits de consommation contenant les substances sélectionnées ont été identifiés à partir d'une enquête nationale sur le secteur conduite auprès des fabricants et à l'aide des données bibliographiques disponibles. Pour chaque produit, les modes d'utilisation et les scénarios d'exposition ont été définis pour la population générale et pour les travailleurs. Un examen scientifique des effets sur la reproduction (fertilité/développement) et le potentiel PE a été effectué afin de sélectionner des doses critiques pour ces populations cibles. L'exposition directe des utilisateurs finaux de ces produits a été estimée et, pour chaque scénario, les doses d'exposition ont été modélisées par une approche probabiliste basée sur une simulation de Monte Carlo. Enfin, les distributions statistiques de ces doses d'exposition ont été comparées aux repères toxicologiques (RT) pour évaluer le risque. Le risque a été estimé pour les cinq R2 et / ou PE suivants: le n-hexane, le toluène, le cis-CTAC, l'orthophénylphénol (OPP) et le méthyl-tert-butyle (MTBE). Les résultats ont montré que des situations d'exposition présentant un risque potentiel pour le développement embryonnaire ou fœtal peuvent exister, suite à une exposition au travail de femmes enceintes à certains produits de consommation contenant du toluène, n-hexane ou cis-CTAC. Avec l'adoption en 2014 de la Stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens (SNPE), l'Anses s'est vue confier l'expertise de cinq substances au moins par an dans le cadre du Règlement européen n°1907/2006 REACH. Au total en 2014 et 2015, 11 substances ont fait l'objet d'une expertise dans ce cadre et 6 sont inscrites au programme de travail en 2016. Depuis 2006, 35 projets de recherche ciblant les PE ont reçu un soutien financier de l'Anses dans le cadre du Programme national de recherche en environnement-santé-travail (PNR-EST).

**Prof. Dr. Ibrahim Chahoud**

Institut de Pharmacologie clinique et de Toxicologie, Hopital Universitaire de la Charité de Berlin

Biographie

Ibrahim Chahoud est Professeur invité en toxicologie et chef du département de toxicologie reproductive à l'Institut de pharmacologie clinique et toxicologie de l'Hopital Universitaire de la Charité de Berlin. Il est certifié toxicologue EUROTOX par les sociétés européennes de toxicologie. Il dirige le cours d'éducation annuel en toxicologie reproductive, au nom de la Société de toxicologie allemande. Il a supervisé des cours similaires en Autriche, Malaisie, Egypte et Syrie. Il a dirigé le cours CASCADE-RA en toxicologie reproductive et développementale, formation internationale avancée en évaluation des risques pour la santé. Il est auteur et co-auteur de plus de 200 publications dans le champ de la toxicologie reproductive. Il a dirigé le Centre de collaboration pour la toxicité développementale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). De plus, il a été coordinateur du Programme de Coopération Interinstitutionnel entre le Centre de collaboration pour la toxicité développementale, l'Institut de Pharmacologie clinique et Toxicologie de Berlin, et l'Institut de recherche en paternité planifiée de Shanghai, Centre de collaboration de l'OMS. Il a également été coordinateur du Programme de Coopération Interinstitutionnel entre l'Institut de pharmacologie et toxicologie clinique de Berlin et l'Institut de toxicologie environnementale de la fondation Oswaldo-Cruz, Rio de Janeiro.

Résumé de l'intervention**Exposition aux mélanges de substances chimiques pendant la grossesse et effets sur la santé du nouveau-né**

Dans le cadre d'une politique de santé et de gestion des risques chimiques, il est important de définir quelles sont les populations les plus vulnérables. Il est maintenant avéré que la période *in utero* et la petite enfance sont les plus à risque, du fait de leur vulnérabilité particulière. Par ailleurs, la connaissance des expositions humaines aux substances chimiques est essentielle pour l'évaluation des risques. Actuellement, l'évaluation des risques aux niveaux national et international est basée sur les propriétés toxicologiques de substances prises individuellement. Cette approche n'intègre pas le scénario d'exposition de la vie réelle. Nous sommes tous exposés à un grand nombre de substances chimiques de manière simultanée. L'exposition aux mélanges de substances n'est pas réglementée à ce jour. Réaliser des tests toxicologiques de mélanges n'est pas faisable, une approche différente est donc nécessaire pour évaluer les risques liés aux mélanges de substances. Sur la base du principe de précaution, on peut émettre la recommandation suivante : si un aliment (par ex. une laitue) est contaminé par des pesticides de différentes classes chimiques et que la concentration de chaque pesticide est inférieure à sa dose journalière acceptable (DJA), la somme de toutes les DJA ne devrait pas excéder la DJA la plus faible de l'une des substances.

**Anna-Maria Andersson, MSc, PhD**

Département de santé reproductive, Rigshospitalet, Copenhagen

Biographie

Anna-Maria Andersson a obtenu un master en sciences de la biologie à l'Université de Copenhague en 1988 puis un Doctorat en biologie cellulaire et moléculaire au Laboratoire protéine/protidique/protéique de l'Université de Copenhague. Elle est actuellement Directrice de recherche au Département de santé reproductive au Rigshospitalet à Copenhague, et participe également à la gestion du Département. Depuis 2008, elle dirige le *National Danish Centre on Endocrine Disrupting Chemicals*. Depuis le milieu des années 90, ses travaux portent principalement sur la santé reproductive masculine en particulier les hormones masculines de la reproduction et leur rôle dans le développement et les fonctions des gonades. Ces travaux l'ont amenée à aborder les perturbateurs endocriniens et leurs impacts possibles sur la santé reproductive. Elle possède une longue expérience en matière d'essais immunologiques hormonaux. Depuis 2004, elle travaille également sur la biosurveillance des composés chimiques non persistants et leurs possibles associations avec des troubles de la santé.





Corinne Bouchoux

Sénatrice de Maine-et-Loire, Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Biographie

Sénatrice de Maine-et-Loire, Corinne Bouchoux est ingénieure de recherche. Elle est diplômée de l'IEP de Paris, a obtenu un Capes de sciences économiques et sociales puis un doctorat en histoire. Elle a été enseignante et chef d'établissement dans l'enseignement secondaire, et chargée d'enseignement à l'IEP de Paris (de 1989 à 2002). Elle a également été Directrice des formations à Agrocampus (de 2007 à 2011). Corinne Bouchoux est élue sénatrice écologiste de Maine-et-Loire en 2011. Elle est Vice-présidente du groupe écologiste au Sénat, Secrétaire du Sénat, Vice-présidente de la Commission de la Culture, de l'Education et de la Communication du Sénat et Vice-présidente de la délégation du Sénat à la prospective. Elle est également Vice-présidente de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, ainsi que Présidente du groupe d'études sur la photographie et les autres arts visuels. Elle est co-rapporteuse d'un rapport intitulé « les adjuvants vaccinaux : une question controversée » fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) de janvier 2015 et est également membre de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

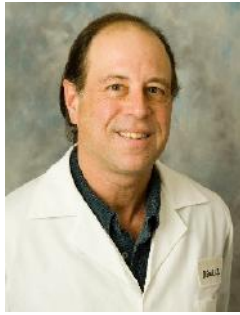


Dominique Guizien

Membre du Conseil d'administration de WECF France

Biographie

Dominique Guizien est juriste en droit international. Elle a été experte auprès d'institutions comme l'Unesco ou le Conseil de l'Europe et a également représenté plusieurs organisations non gouvernementales auprès des Nations Unies dans le domaine de la promotion et protection des droits humains. Son parcours est un itinéraire consacré au monde associatif et au militantisme en faveur du respect du citoyen, des droits humains, qu'ils soient économiques, sociaux, environnementaux, culturels ou politiques " *les uns n'allant pas sans les autres, aujourd'hui plus que jamais*".



Robert Gould, MD

Professeur Adjoint Associé au Département d'Obstétrique, Gynécologie et Sciences reproductives, Ecole de médecine, Université de Californie, San Francisco, membre et anc. président de Physicians for Social Responsibility (PSR)



Biographie

Robert M. Gould est diplômé du Collège de Médecine Albert Einstein. De 1981 à 2012 il exerce comme pathologiste au *Kaiser Hospital* de San Jose. En 2012, il est nommé Professeur Adjoint Associé du Département d'Obstétrique, Gynécologie et Sciences reproductives de l'Ecole de médecine de l'Université de Californie San Francisco (UCSF) et Directeur de l'Education et la Sensibilisation des professionnels de santé au sein du Programme de Santé Reproductive et de l'Environnement de l'UCSF. Robert Gould préside depuis 1989 la Société des Médecins pour la Responsabilité Sociale (PSR) de la Baie de San Francisco, et a également présidé la branche nationale de la Société des Médecins pour la Responsabilité Sociale en 2003 et 2014. Depuis 1986, il participe au comité pour la paix de l'*American Public Health Association* (APHA) qu'il a présidé de nombreuses années et qui lui a décerné en 2009 le prestigieux Prix Sidel-Levy pour la Paix. Outre ses nombreuses interventions et ses publications en faveur du rôle des médecins en matière de santé publique et de santé environnementale, Robert Gould est un expert des impacts sur la santé et l'environnement des armements nucléaires ; il est l'un des auteurs de chapitres sur les effets sur la santé des armements nucléaires et le terrorisme nucléaire publiés dans *War and Public Health* (2008) et *Terrorism and Public Health* (2011) aux Presses de l'Université d'Oxford. Depuis 1992 il est un membre de premier Plan d'action de la Commission environnementale du comté de Santa Clara au sein de la *California Medical Association* (CMA), et contribue à rédiger de nombreuses résolutions de santé environnementale adoptées par la CMA. En 2011, ses travaux sont récompensés par le prix de Contribution Exceptionnelle pour Service rendu à la Communauté de la CMA du comté de Santa Clara et en 2012 par celui de Contribution Exceptionnelle à la Société Médicale. Robert Gould fait partie du Top 400 des médecins publié par le San Jose Magazine selon un sondage auprès de ses pairs entre 2001 et 2007.



Dr Pascale Mirakian

Endocrinologue-gynécologue, spécialiste en procréation médicalement assistée, Hôpital privé Natecia, Lyon



Biographie

Le Dr Mirakian est titulaire d'une maîtrise de biologie cellulaire et moléculaire et biologie de la reproduction. Elle a été praticien attachée au service d'endocrinologie du CHU de Lyon jusqu'en 2012. Depuis 2009 elle est médecin spécialiste à l'hôpital privé Natecia dans le domaine de l'endocrinologie gynécologique et la procréation médicalement assistée, service d'assistance médicale à la procréation (AMP) de l'hôpital privé Natecia. Elle donne ses premières conférences sur le thème des perturbateurs endocriniens en 2007 à Strasbourg et en 2008 à Monaco. Depuis 2010, elle organise un colloque annuel sur l'impact de l'environnement sur la santé de la femme, mère, enfant, ce qui lui permet, avec son équipe, d'être à jour des avancées scientifiques et de les transmettre à un nombre grandissant de confrères intéressés par la thématique de l'environnement et la santé reproductive. Elle a la chance de rencontrer des couples infertiles en amont de la conception puis lors de l'obtention d'une grossesse, à son démarrage : ce sont des moments opportuns pour informer les couples sur les polluants environnementaux.



Delphine Dubos

Sage-femme Clinique Belledonne, animatrice Nesting, Grenoble



Biographie

Diplômée en 1999, Delphine Dubos débute avec une expérience professionnelle en secteur libéral, en Ardèche puis en milieu urbain dans l'agglomération de Grenoble. Depuis dix ans elle travaille au sein de la clinique Belledonne. Elle a pu bénéficier en 2009 d'un projet de service novateur dirigé alors par le Dr André Benbassa : l'animation d'ateliers Nesting. Douze sage-femmes de l'équipe ont été formées par WECF à devenir animatrice d'ateliers Nesting, pour accompagner les futurs parents à promouvoir un environnement sain autour de leur enfant et à favoriser les changements de comportements. Depuis 6 ans, elle réalise des ateliers auprès de futurs parents. Ces ateliers sont ouverts à tous, gratuits, bimensuels et actuellement 250 couples/an sont sensibilisés en moyenne. Les ateliers sont des temps d'échange avec un groupe de 12 futurs parents, l'abord est centré sur les thématiques d'expositions environnementales autour des périodes de grande vulnérabilité que sont la grossesse et les premières années de l'enfant. Ce travail s'inscrit dans la prévention primaire et dans l'accompagnement au changement de comportement favorable à la réduction des expositions. Les animateurs

et animatrices font émerger auprès des futurs-parents leurs propres alternatives, en les aidant à discerner les freins et les leviers de leurs actions. Une part de leur travail est aussi de recevoir les craintes et peurs des participants sur ces thématiques, les réduire et libérer alors leur capacité au changement de comportement. Avec l'une de ses collègues, elle sensibilise également les sages-femmes du secteur libéral de l'agglomération grenobloise à travers l'animation d'ateliers. Elles ont réalisé cette année une formation à la santé-environnementale périnatale en direction des étudiants sage-femme de Grenoble. En 2015, Delphine Dubos a consolidé sa formation en santé-environnementale avec l'IFSEN (Institut de Formation en Santé Environnementale), institut dirigé par Philippe Perrin, éco-infirmier.



Sylvie Joviado

Directrice du Comité pour le Développement Durable en Santé (C2DS)

Biographie

Sylvie Joviado est directrice du C2DS (Comité pour le Développement Durable en Santé), association créée en 2006 qui réunit des professionnels de santé mobilisés par le développement durable. Près de 500 adhérents, établissements de santé et médicaux sociaux, sont aujourd'hui fédérés par le C2DS autour du développement durable. Après un BTS diététique, elle obtient un master de gestion d'établissements de santé et médico-sociaux et un DUI de conseiller médical en environnement intérieur. Sylvie Joviado a d'abord été cadre en établissement sanitaire pendant plus de 15 ans, puis consultante dans une agence spécialisée dans les démarches développement durable dans le secteur de la santé et du médico-social pendant 5 ans. Elle est directrice du C2DS depuis un peu plus d'un an.

Sylvie Drugeon

Responsable santé environnement de la délégation de Paris, Agence Régionale de Santé Ile-de-France

Biographie

Ingénieur du génie sanitaire, Sylvie Drugeon a débuté sa carrière à la Direction Générale de la Santé en tant que chargée de mission sur les impacts sanitaires liés aux déchets. Elle a ensuite rejoint le Ministère de l'Ecologie où elle a d'abord exercé la tutelle de l'Afsset avant d'être nommée adjointe au chef du bureau des produits chimiques au sein de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) pour piloter notamment la mise en œuvre du règlement REACH et les actions relatives aux perturbateurs endocriniens. Depuis janvier 2016, elle est responsable du pôle Santé Environnement de la délégation de Paris à l'agence régionale de santé d'Ile-de-France.





Pr André Picot

Toxicologue chimiste, Directeur de Recherche honoraire au CNRS, Professeur d'Université, Créateur de l'Unité de prévention du Risque chimique au CNRS, président de l'Association Toxicologie Chimie (ATC)

Biographie

Le Pr André Picot est ingénieur en chimie biologie (CNAM Paris) et docteur en sciences physiques (Université Paris-Sud). Toxicochimiste, il a exercé comme ingénieur de recherche puis directeur de recherche au Centre National de Recherche Scientifique de 1976 à 1989 et l'Institut de Chimie des Substances Naturelles du CNRS. Il fonde en 1989 l'Unité de Prévention du Risque chimique du CNRS, qu'il dirige jusqu'en 2001. Cette unité promeut sous disciplines de la Toxicologie moléculaire : la toxicochimie et l'écotoxicochimie. De 1990 à 2002 il est Expert français auprès du Comité d'Experts scientifiques sur la Surveillance des Atmosphères du Travail, de la Commission SCOEL (Luxembourg) de l'Union européenne. Il réalise un grand nombre d'expertises et interventions pour différents Ministères (Recherche, Travail, Santé, Environnement, Agriculture, Finances...) et pour les Agences de Santé (Commission des Contaminants, AFSSA, AFSSET). Il est également co-responsable scientifique (avec Maurice Rabache) de l'Enseignement de Toxicologie, Toxicochimie, Ecotoxicochimie Fondamentales Industrielles et Environnementales de l'Association Toxicologie Chimie-Paris, qu'il préside. Il est actuellement Directeur de Recherche honoraire du CNRS et Professeur d'Université pour les enseignements de Toxicologie Fondamentale et Appliquée, de Toxicochimie, d'Ecotoxicochimie et dans le domaine des Risques chimiques et de la Pharmacochimie. Il est l'auteur de 75 publications scientifiques et d'ouvrages dont les 2 derniers parus en 2013 chez Tec Doc Lavoisier : *Sécurité et Prévention des risques en Laboratoire de Chimie et de Biochimie*, en collaboration avec Jean Ducret, et *Ecotoxicochimie, appliquée aux Hydrocarbures* en collaboration avec Frédéric Montandon.



Marie-Jeanne Husset

Journaliste, membre du Conseil d'administration et du Comité d'experts de WECF France

Biographie

Jusqu'en décembre 2012 et pendant dix-huit ans, Marie-Jeanne Husset a été directrice de la rédaction du magazine « 60 Millions de consommateurs », elle en a été aussi la directrice les six dernières années. Physicienne

de formation, professeur de mathématiques, elle est journaliste depuis 1975. Elle a collaboré au quotidien Le Monde et à Science et vie puis a été chef de rubriques au magazine Industries et techniques. En 1980 elle participe à la création du magazine «Ca m'intéresse» où, jusqu'en 1989, elle est responsable du service Sciences et techniques. Elle est ensuite directrice de la rédaction du magazine « Sciences et Avenir ». Puis elle travaille à la production de reportages scientifiques pour la télévision (« Envoyé Spécial ») et la radio (France Culture). Elle a été présidente de l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI). Tout au long de sa carrière, elle a été impliquée dans les débats Sciences et Société.



Genon K. Jensen

Fondatrice et Directrice exécutive de Health and Environment Alliance (HEAL)

Biographie

Genon K. Jensen est fondatrice et directrice exécutive de l'ONG *Health and Environment Alliance* (HEAL). Elle a été membre officiel du processus Santé et Environnement de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), représentant le secteur santé depuis 2000. Elle est également membre du Comité de pilotage de l'*International POPs Elimination Network* (IPEN), et coordinatrice pour les groupes de travail sur le climat et l'asthme pour le *US Collaborative on Health and the Environment* (CHE) et son groupe de travail Stratégie sur les perturbateurs endocriniens. Avant la création de HEAL, elle a été directrice de la *European Public Health Alliance*. Elle est diplômée en journalisme et politique internationale de l'Université George Washington, Washington DC et d'un Master en études administratives européennes du Collège d'Europe de Belgique. Elle contribue régulièrement à des articles sur les politiques de santé environnementale, y compris la santé infantile, les pesticides, le mercure, les perturbateurs endocriniens, et le changement climatique, pour diverses publications et newsletters européennes et internationales. Elle est co-auteur de plusieurs publications et rapports parmi lesquels "Halting the child brain drain: why we need to tackle global mercury contamination" (2006), "Cutting back on pesticides for healthier lives" (2007), "Acting NOW for better health: A 30% reduction target for EU climate policy" (2010), "The Unpaid Health Bill: How coal power plants make us sick" (2013), ou "Health costs in the EU - How much is related to EDCs?" (2014).

Caroline Paul

Cheffe du bureau de l'environnement extérieur et des produits chimiques, Direction Générale de la Santé, Ministère de la Santé et des Affaires sociales



Catherine Bassani-Pillot

Conseillère municipale déléguée à la santé environnementale, Mairie de Nantes, membre du Réseau européen Villes-Santé de l'OMS

Biographie

Catherine Bassani-Pillot a suivi une formation initiale en sciences humaines et sociales. Elle a trente années d'expérience professionnelle en management des organisations et communication (axé sur l'accompagnement du changement et la cohésion de groupe). Depuis 2014, elle est élue à Nantes, dans le groupe Ecologiste et citoyen de la majorité municipale. Elle est déléguée à la santé environnementale et présidente d'un syndicat mixte en charge de la qualité de l'eau, biodiversité et usages de l'Erdre (principal affluent de la Loire à Nantes). Elle est également co-présidente de l'Association de Veille Ecologiste et Citoyenne AVEC Nantes. La ville de Nantes est membre du réseau européen Villes-Santé de l'OMS.



Catherine Mir

Cheffe de la sous-direction santé-environnement, produits chimiques, agriculture, Direction générale de la prévention des risques, Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer

Biographie

Catherine Mir est adjointe au chef de service de la prévention des risques liés à l'environnement au sein de la direction générale de la prévention des risques du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer. Elle est personnellement responsable de la sous-direction santé-environnement, produits chimiques et agriculture et représente la France au conseil d'administration de l'agence européenne des produits chimiques (EChA). Cette sous-direction est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans santé environnement en étroite coopération avec le ministère chargé de la santé. Elle a plus particulièrement élaboré en collaboration avec le ministère chargé de la santé la stratégie nationale relative aux perturbateurs endocriniens adoptée en avril 2014. Elle est l'autorité compétente pour la France pour les négociations et la mise en œuvre de divers règlements ou conventions internationales relatifs aux produits chimiques, notamment les règlements « Reach » et « biocides », le protocole de Montréal relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone ou la convention de Rotterdam sur les échanges de produits chimiques dangereux. Enfin elle élabore

et met en œuvre les dispositions réglementaires relatives aux installations classées agricoles et aux organismes génétiquement modifiés.



Aline Archimbaud

Sénatrice de la Seine-Saint-Denis

Biographie

Sénatrice Europe Ecologie – Les Verts de la Seine-Saint-Denis depuis le 25 septembre 2011, Secrétaire de la commission des affaires sociales ainsi que de la délégation outre-mer. Elle est fondatrice des premiers réseaux d'économie alternative et solidaire à partir de 1985. Membre des Verts depuis 1992 et députée européenne jusqu'en 1994, elle est l'auteur en 1993 du premier rapport parlementaire européen sur la promotion de l'économie solidaire. Elle a été trésorière nationale des Verts de 1999 à 2002. En tant qu'adjointe au maire de Pantin pendant 15 ans (1995-2010), elle a notamment impulsé la création d'un pôle artisanal des métiers d'art dans un quartier populaire et lancé la création d'un des premiers éco-quartiers en Seine-Saint-Denis. Aline Archimbaud a décidé de consacrer son mandat à toutes les formes d'exclusion. Au sein de la commission des affaires sociales, elle se consacre aux victimes d'accidents médicamenteux et de l'amiante, à la santé environnementale, à la santé mentale, aux conditions de détention, à l'insertion et au mal logement ou encore au droit des Roms.



Estelle Kleffert

Directrice du mouvement Générations Cobayes

Biographie

Diplômée en 2011 de l'Institut d'études politiques de Grenoble en Affaires européennes et internationales, et après plusieurs expériences dans l'administration française et les institutions européennes, Estelle Kleffert rejoint le secteur associatif (participation au projet de création d'une ressourcerie

dans les Hauts-de-Seine). En 2015 elle rejoint Générations Cobayes en tant que bénévole puis comme salariée. Générations Cobayes est une association qui sensibilise et mobilise les jeunes (18-35 ans) aux liens entre santé et environnement, en proposant de l'information et des solutions concrètes pour se faire du bien sans se faire de mal. Cette communauté compte aujourd'hui 40 000 jeunes engagés dans toute la France.



Véronique Moreira

Co-présidente de WECF France

Biographie

Véronique Moreira a une formation d'enseignante, d'abord dans les cycles d'apprentissages premiers puis en anglais. Détachée auprès de la Délégation Académique aux Relations Internationales et à la Coopération du Rectorat de Lyon, elle a rédigé et déposé auprès de la Commission européenne un projet de coopération pluri-acteurs pour une citoyenneté mondiale, qui a été retenu. Militante écologiste, porte-parole départementale (Rhône) du mouvement en 2005, elle devient Conseillère Régionale de Rhône-Alpes en 2004. Durant ce premier mandat, elle est très impliquée sur les politiques d'emploi et de formation et les questions internationales. Elle pilote un Contrat Territorial Emploi Formation (CTEF) pour réunir les acteurs du service public de l'emploi, de la formation, et les représentants de la société civile. Elle s'implique notamment pour l'accès des femmes à tous les métiers en initiant une concertation spécifique et des dispositifs adaptés. Désignée par l'Association des Régions de France pour la représenter au Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe, elle participe ou conduit alors plusieurs missions d'observation des élections locales dans les pays membres du Conseil de l'Europe (Arménie, Azerbaïdjan, Moldavie, Géorgie, Albanie, Kosovo, Serbie) et a rapporté au Congrès les conclusions de plusieurs missions. Elle a rédigé un rapport général sur la Politique du Congrès en matière d'observation des élections locales et régionales qu'elle a présenté à la commission permanente de novembre 2008. Elle a défendu plusieurs amendements au rapport sur l'Egalité d'Accès aux Elections locales et régionales (2009), notamment pour défendre la représentation des femmes dans les listes électorales. De 2010 à 2015, elle a assuré la fonction de Vice-Présidente du Conseil régional Rhône-Alpes déléguée à la Coopération Solidaire. A ce titre, elle a porté le projet de délibération-cadre sur la politique publique de coopération au développement de la Région Rhône-Alpes, adoptée en 2012, qui définit quatre axes structurants de cette politique : la contribution à l'atteinte des OMD, le soutien aux processus démocratiques, l'égalité femmes-hommes et l'éducation à la citoyenneté mondiale. Mme Moreira a dans ce cadre également été Vice-présidente de Cités Unies France, pilote du groupe Education à la Citoyenneté Mondiale, Présidente du GIP Resacoop, et représentante des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs au Conseil National pour le Développement et la Solidarité Internationale. Elle est conseillère municipale d'opposition à Saint Priest (69) et membre de plusieurs associations locales et internationales : maintien de l'agriculture paysanne, Epicerie Solidaire, Femmes Solidaires, Planning Familial du Rhône, d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières et d'Humacoop et Co-présidente de WECF France (Women in Europe for a Common Future).

Les Bureaux WECF

WECF France

Cité de la Solidarité Internationale
13 Avenue Emile Zola
74100 Annemasse
Phone: +33 - 450-83 48 10
Mail: wecf.france@wecf.eu

WECF Pays-Bas

Korte Elisabethstraat 6
NL - 3511 JG Utrecht
Phone: +31 - 30-231 03 00
Fax: +31-30 - 23 40 878

WECF Allemagne

St.-Jakobs-Platz 10
D - 80331 Munich
Phone: +49 - 89-23 23 93 80
Fax: +49-89 – 23 23 93 811

www.wecf.eu/francais
www.projetnesting.fr
www.mamaisonmasante.fr
www.ifsenformations.fr